

ÉTABLISSEMENT



**Syndicat Intercommunal des
Transports Urbains
Soissonnais (02)**
8 rue de la Buerie
02200 Soissons

AVIS DE MARCHÉ SERVICES

Organisme acheteur

Syndicat Intercommunal des Transports Urbains Soissonnais (02), Le Directeur du S.I.T.U.S, 8 rue de la Buerie, 02200 Soissons, FRANCE.
Tel : +33 323535099. Fax : +33 323596634. E-mail : r.lautier@mobilinfos.org.

Adresse(s) internet

Adresse générale de l'organisme acheteur : <http://www.mobilinfos.org>
Site du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Objet du marché

Réalisation d'une étude sur l'irrigation du centre-ville de Soissons par l'ensemble des transports collectifs et plus particulièrement leur accès à la partie la plus urbanisée.

Lieu d'exécution

Ressort Territorial du S.I.T.U.S 02200 SOISSONS

Lieu de livraison

S.I.T.U.S 02200 SOISSONS

Caractéristiques

Type de procédure :

Procédure adaptée.

Caractéristiques principales :

Analyse du fonctionnement des points d'arrêts et de la circulation des transports collectifs de toute sorte dans la ville, et proposition de différents scénarii d'organisation avec les principes d'aménagements correspondants.

L'étude devra permettre de savoir si le déplacement de certains arrêts est envisageable et pourrait répondre à la fois à une bonne desserte de la ville et des commerces ainsi qu'à l'attente de tous les genres d'usagers actuels ou à venir, tout en respectant les contraintes d'aménagement.

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) :

Ressort Territorial de l'Autorité Organisatrice de la Mobilité (RTAOM) et plus précisément le territoire couvert par le Syndicat Intercommunal des Transports Urbains Soissonnais (SITUS)

Des variantes seront prises en considération : Non

Division en lots : Non.

Durée du marché ou délai d'exécution

Durée en mois : 12 (à compter de la date de notification du marché).

Date limite de réception des offres ou des demandes de participation

Lundi 09 avril 2018 - 12:00

Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

Durée en jours : 180 (à compter de la date limite de réception des offres).

Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures/services)

14 mai 2018

Conditions relatives au marché

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Unité monétaire utilisée : Euro.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire (si ces documents ne sont pas déjà demandés dans le cadre du formulaire DC2, ci-après).

- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux

articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après)

- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail) si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (renseignements à inscrire dans le formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- En matière de fournitures et services, une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise (document à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).

- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).

- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre (documents à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT1) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus (formulaire NOT12).

- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Autre justificatif / Commentaire :

Autre justificatif :

Egalité entre les femmes et les hommes

Commentaire :

Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes:

-ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;

-avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation

de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission.

Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

1: Prix de la prestation 50%

2: Note technique 50%

Autres renseignements

Numéro de référence attribué au marché par l'organisme acheteur

SITUS_02_A_20180219W_1

Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels

Le dossier de consultation est gratuitement téléchargeable à l'adresse suivante: <https://www.marches-securises.fr/>

Conditions de remise des offres ou des candidatures

Transmission par:

- Voie postale en courrier avec Accusé de Réception: 2 exemplaires originaux ainsi que sur support électronique type clé USB,
- Remise du dossier de réponse (2 exemplaires originaux ainsi que sur support électronique type clé USB) en mains propres contre remise d'un récépissé de dépôt à l'adresse suivante: Boutique Bus - 8, Rue de la Buerie 02200 SOISSONS (horaires du lundi au samedi: 9h00-12h00 / 14h00-18h00).

Le pli contenant la candidature et l'offre contient la mention suivante:

Offre pour : Réalisation d'une étude sur l'irrigation du centre-ville de Soissons par l'ensemble des transports collectifs et plus particulièrement leur accès à la partie la plus urbanisée.

« NE PAS OUVRIR avant la séance d'ouverture des plis »

Syndicat Intercommunal des Transports Urbains Soissonnais (SITUS)

Boutique BUS - 8, rue de la Buerie
02200 SOISSONS

- Par voie électronique: Les candidats qui recourent à la transmission par voie électronique transmettent leur candidature et leur offre à l'adresse suivante:

<https://www.marches-securises.fr/>

Adresses complémentaires

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus :

SITUS 8 rue de la Buerie , à l'attention de M le Président , 02200 Soissons, FRANCE. Tél. +33 323535099. E-mail : r.lautier@mobilinfos.org. URL : <http://www.mobilinfos.org>.

Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :

SITUS 8 rue de la Buerie , à l'attention de M le Président , 02200 Soissons, FRANCE. Tél. +33 323535099. E-mail : r.lautier@mobilinfos.org. URL : <http://www.mobilinfos.org>.

Date d'envoi du présent avis

Le Président du S.I.T.US Didier BODA